

**Discours de clôture de Jean-Marie DARMIAN,
président du Club des villes et territoires cyclables,
maire de Créon, vice-président du Conseil général de Gironde**

Monsieur l'adjoint au Maire, président de la commission transports de la Métropole Nice Côte d'Azur,
Monsieur le Député,
Monsieur le Coordonnateur interministériel,
Mesdames, Messieurs les élus des villes et territoires cyclables de France et du monde,
Mesdames, Messieurs les intervenants,
Mesdames, Messieurs les représentants des associations,
Mesdames, Messieurs les entrepreneurs et professionnels du vélo,
Mesdames, Messieurs.

Le 20^e congrès du Club des villes et territoires cyclables se termine après trois journées de dimension internationale bien denses. Certains d'entre vous prolongeront peut-être ces échanges par des travaux pratiques à vélo à Nice et dans l'arrière-pays ou encore à l'occasion de la Fête du vélo qui enchaîne dès cet après-midi... Une manière de passer de la théorie à la pratique.

Je voudrais remercier en votre nom, l'équipe locale de la Métropole Nice Côte d'Azur, autour d'Alain Philip, qui a été la cheville ouvrière de cette manifestation. Ainsi que les collaborateurs de ce Palais des congrès pour leur compétence et leur accueil.

Je voudrais remercier Veloway, l'exploitant des Vélobleu, qui a mis à disposition vélos et cartes d'abonnement ainsi que le réseau de transport urbain Lignes d'Azur.

Je voudrais remercier chaleureusement les exposants de ce 20^e congrès qui nous font confiance. Leur participation et la qualité des produits et des services présentés montrent combien l'essor du vélo est amplifié par des acteurs innovants. L'exposition, je le souligne chaque fois, est un véritable salon au cœur du congrès et elle suit les progrès des mobilités actives.

Je tiens enfin à remercier tous les intervenants qui ont contribué à des échanges de grande qualité, dans les plénières et les ateliers, et notamment nos invités étrangers qui nous ont fait l'honneur d'accepter notre invitation. Je leur redis ma fierté de leur présence et de la confiance qu'ils nous ont témoignée.

J'ai introduit ce congrès autour de l'idée de la diversité car c'est, j'en suis convaincu, l'un des meilleurs carburants de nos projets, une ressource essentielle pour l'avenir de nos sociétés.

Ce congrès a bien montré toute la richesse de cette diversité.

Il a illustré la nécessité des débats et des confrontations d'idées, la joie d'être ensemble ! Ce dynamisme est nécessaire à la réussite de nos projets. Il compense la marge de manœuvre encore étroite de nos budgets et bien souvent de la gouvernance des projets.

Je voudrais saluer la contribution du monde associatif et de la société civile dans cette aventure du vélo.

Car elle est indispensable. Je tiens à souligner combien ces réseaux de citoyens rassemblés autour du vélo sont nécessaires parce qu'ils nous épaulent et nous enrichissent. Même et surtout dans la confrontation des points de vue ! C'est pourquoi, en ces temps incertains et un peu anxieux, il est primordial d'encourager l'initiative individuelle et collective, pour redonner de l'espoir. Tâche qui n'incombe heureusement pas aux seules institutions !

Il y a deux ans, lors du 19^e congrès à Dijon, nous avons eu le plaisir d'accueillir le sociologue Gérard Mermet, auteur de Francoscopie, pour la seconde fois, dix ans après son intervention au congrès du Club à Strasbourg en 2001. Il soulignait déjà **les effets néfastes du pessimisme des Français**. Début mai, c'est le journal Le Monde qui, sondage à l'appui, révélait que notre pays est le champion d'Europe du pessimisme ! **Or les cyclistes ne sont jamais pessimistes car ils croient en eux, en leur action personnelle, en leur engagement.**

Les Français redoutent particulièrement le déclassement social. Ils anticipent les effets d'une crise qui pourtant ne les touchent pas comme leurs voisins grecs, espagnols et italiens.

Paradoxalement, dans ce temps des crises, on observe en France, et dans un grand nombre de pays, de nombreuses initiatives locales et de belles dynamiques

Le vélo donne, en effet, une possibilité de revenir à une action positive pour les autres, pour eux-mêmes et pour l'avenir.

Ces initiatives n'impliquent pas les acteurs institutionnels. Elles ne sont pas organisées par la puissance publique. Elles font appel aux ressources du territoire et sont l'affaire d'individus ou de groupes. On pense à l'utilisation des données publiques qui, à l'évidence, constitue un grand champ d'innovation qu'on commence seulement d'explorer, notamment dans le domaine des mobilités.

On pense aussi aux **initiatives de l'économie sociale et solidaire** et l'essor des **ateliers vélo** qui ont été, un peu, les vedettes de ce 20^e congrès en est une illustration exemplaire.

Ces ateliers vélo sont en effet emblématiques du nouveau modèle gagnant-gagnant. Créateurs d'emploi et de services à la mobilité, ils optimisent la solution vélo. Donnent de l'autonomie.

Les ateliers vélo sont une belle illustration des initiatives de la « ville astucieuse » comme on désigne parfois l'ensemble de ces initiatives citoyennes à côté des organisations institutionnelles. Bravo à la **Cycloffine de Paris, très justement récompensée par le Grand Prix des Talents du vélo 2013**. Et bravo au réseau national des ateliers vélo : l'Heureux cyclage.

Bravo aux vélo-écoles et plus largement à toutes les initiatives de remise en selle et d'apprentissage du vélo et de la mobilité !

Ce congrès prouve qu'il y a dans ce domaine une belle dynamique et des leviers puissants pour développer l'usage du vélo et, mieux encore, développer l'autonomie de tous.

Dans ce domaine, nous avons bénéficié, en France, de l'expérience de nos amis belges engagés depuis longtemps dans ces démarches d'apprentissage.

Nous sommes donc heureux que Pro Vélo Belgique soit venu témoigner hier.

Le palmarès des Talents du vélo est lui-aussi l'illustration de cette dynamique individuelle et collective. Nous voyons que l'innovation est l'affaire de tous dans un domaine émergent comme la mobilité active.

Les démarches collaboratives comme celle de l'association Vélo Toulouse ou entrepreneuriale comme celle d'Altinnova qui fête ses 10 ans cette année sont exemplaires de cette richesse.

Il y a deux ans, Gérard Mermet nous incitait à engager une grande étude sur les cyclistes, actuels et potentiels, et à mettre en place, au sein de notre réseau, une base d'exploration des usages du vélo.

Notre réseau a vocation à être un centre de ressource et une plateforme d'exploration du vélo. Nous avons donc lancé une enquête en 2012 sur « Le vélo et les Français » avec le soutien de la Coordination interministérielle pour le développement de l'usage du vélo. Les premiers résultats ont été présentés en janvier dernier, avec un bon écho médiatique.

Les résultats détaillés viennent de vous être présentés ce matin et je suis certain que nous puiserons dans cette photographie vélo encore beaucoup d'enseignements et d'étonnements.

On constate que le vélo s'installe dans les pratiques, le cycle de vie et les représentations des Français et que leur pratique s'intensifie.

Près d'1 Français sur 2, de 15 ans et plus, a fait au moins une fois du vélo au cours des 12 derniers mois, alors qu'ils étaient 40% en 2007.

Ils sont déjà 14% à utiliser le vélo pour des motifs utilitaires comme aller au travail, à l'école/l'université ou faire des achats

Le vélo est sorti de la marginalité !

Le vélo entre dans le quotidien des Français !

Il y a urgence à lever les freins : la météo, la crainte de l'accident et du vol.

A développer les continuités cyclables, à faciliter le stationnement du vélo...

A développer l'intermodalité encore trop peu accessible alors que nos concitoyens perçoivent aujourd'hui ses avantages. 5,5% des Français, seulement, sont aujourd'hui en situation d'utiliser la combinaison vélo et transport public.

Le stationnement sécurisé des vélos en gares et dans les pôles d'échanges est donc une priorité à inscrire à l'agenda des opérateurs et des collectivités locales pour que, comme dans des pays comme l'Allemagne, la Suisse, les Pays-Bas, 30% au moins des clients du train viennent à vélo.

Cette enquête montre que les Français sont en capacité d'acquiescer vite un « réflexe vélo » à l'instar des Européens qui pédalent quotidiennement et par tous les temps.

Les changements à l'œuvre dans les habitudes et les représentations sont une chance pour accélérer le déclin du tout-auto et l'essor de la mobilité active.

Le prochain mandat municipal sera l'occasion d'amplifier ce mouvement.

Les enseignements de cette enquête donnent en effet du courage aux acteurs.

Les Français leur disent « allez-y ! ».

L'acceptabilité est bien supérieure à ce que croient bon nombre de décideurs...

L'étude en ligne conduite auprès d'une centaine d'élus du Club des villes et territoires cyclables montre que les perceptions des élus et des citoyens convergent notamment sur les freins à l'usage, mais qu'elles divergent un peu sur les leviers et les motivations.

Au Club, nous pensions par exemple que l'impact du budget transport sur le pouvoir d'achat des ménages pesait désormais davantage sur les choix et les comportements de mobilité. Or les Français plébiscitent d'abord la santé et le plaisir pour l'usage du vélo.

Ces décalages sont intéressants car ils révèlent des atouts insoupçonnés et des freins sous-estimés... Autrement dit une grande marge de manœuvre !

Une marge de manœuvre au niveau local : 3 Français sur 10 sont d'ores et déjà prêts à utiliser le vélo pour les déplacements quotidiens dans les années à venir !

Une marge de manœuvre au niveau national : un vrai Plan national « vélo » ou « mobilité active » doit accompagner, amplifier les efforts des collectivités et l'élan de nos concitoyens !

Avec des hauts et des bas, nous y croyons toujours au Club des villes et territoires cyclables.

Mais surtout, nous n'avons pas fait qu'y croire, ni nous contenter de l'appeler de nos vœux. Nous avons occupé l'attente en nourrissant la réflexion et l'argumentation, en repérant les signaux faibles, en valorisant les bonnes pratiques et leurs impacts.

En travaillant également – et surtout – avec notre représentation nationale !

Le Club des parlementaires pour le vélo lancé en juillet 2012 par notre réseau et les parlementaires qui représentent des collectivités adhérentes a rencontré une formidable mobilisation au sein des deux assemblées.

Transpartisan, ce Club rassemble aujourd'hui 96 parlementaires et a déjà à son actif, en moins d'un an, non seulement un programme de rencontres et d'échange très riche, mais aussi et surtout un travail parlementaire fructueux.

Si les amendements relatifs à des incitations économiques à l'usage du vélo n'ont pas été adoptés à l'automne dernier, ils ont permis de mobiliser les membres du club et d'organiser le travail collaboratif, animé par notre secrétariat général, sous la houlette d'Alexis Bachelay que je suis heureux d'accueillir à Nice, de Denis Baupin qui fut président de notre réseau de 2004 à 2008, de Fabienne Keller et Philippe Goujon. Ces débats de l'automne ont également permis que le ministre des Transports s'engage en faveur de la prise en compte du vélo dans le troisième appel à projets transports publics et mobilité durable ! Et cela, à peine 3 mois après la création de ce club de parlementaires !

Promesse tenue par Frédéric Cuvillier, ministre des Transports, puisque l'appel à projets qu'il vient de lancer prévoit le financement de parkings vélo sécurisés en interface avec les transports publics.

De même, l'amendement présenté par nos députés vélo dans le cadre de la loi portant diverses dispositions transport, relatif à l'obligation de réaliser des parkings vélo dans les nouvelles gares ou à l'occasion de rénovation de gares a été adopté en avril dernier.

Une avancée importante car elle adresse un signal fort à la SNCF et à l'ensemble des opérateurs de transport : **il faut dorénavant compter avec le vélo.** Et pas de façon symbolique ou marginale, avec quelques arceaux ici ou là sans commune mesure avec le nombre de voyageurs potentiellement clients d'une combinaison transport public + vélo !

La motion que nous avons adoptée ce matin en Assemblée générale du Club sur la sécurité des cyclistes et la nécessité de mettre en œuvre, sans délai, des actions concrètes pour la cohabitation avec les véhicules de grand gabarit est aussi une avancée et une invitation à nos partenaires, comme la FUB, les parlementaires vélo, à agir sans délai.

Alors, me direz-vous, pourquoi le ministre des Transports n'est-il pas parmi nous aujourd'hui ? Pourquoi ces avancées obtenues grâce à la mobilisation des élus du Club des villes et territoires cyclables et des parlementaires vélo n'ont-elles pas abouti à un vrai plan national. Renforçant le plan présenté en janvier 2012 par le Gouvernement précédent !

Pourquoi les ministres ne viennent-ils plus au congrès du Club depuis 2004 – soit il y a près de 10 ans ! - dernière édition d'un congrès du Club qui a eu le privilège d'accueillir le ministre de l'Environnement, à l'époque Serge Lepeltier, maire de Bourges qui nous a ensuite accompagné comme vice-président du Club de 2008 à 2011 ?

Hasard des agendas, accélération du temps et conflits des calendriers ? C'est le ministre des Transports qui a convié le président du Club ainsi que d'autres acteurs du vélo et nos parlementaires vélo dans deux jours, pour mettre en place le comité de pilotage du Plan national mobilités actives.

Lundi 3 juin, le ministre des Transports lancera en effet, officiellement, ce Plan national des mobilités actives tant attendu. « Mobilités actives » et non seul « vélo » afin d'impulser un nouveau départ à la démarche du Code de la rue, afin d'entraîner les modes actifs dans cette dynamique de transfert modal, de rééquilibrage de l'espace public et d'intermodalité.

Il y a urgence à mettre en place cette démarche nationale. A coordonner les actions des ministères – transport, économie, santé, éducation, aménagement du territoire, redressement productif, tourisme – comme de nombreux pays le font depuis longtemps.

Qu'il s'agisse de la France ou d'un grand nombre de pays dans le monde, le vélo est en plein essor. Son potentiel est immense.

Partout dans le monde, il se passe quelque chose avec la mobilité active comme les témoignages de notre 20^e congrès l'illustrent. En effet, qu'il s'agisse du choix des « bobos » astucieux des grandes villes, de Bordeaux à Portland en passant par Paris ou Londres, qu'il s'agisse des politiques publiques de Mexico, de Ouagadougou ou de Gdansk, des grands rassemblements populaires ou des programmes vélo permettant l'accès de tous à l'école et à la mobilité, j'ai envie de dire « le vélo, c'est parti ! ». Le changement, c'est maintenant !

Nous attendons la confirmation que la puissance publique y croit aussi.

Depuis bientôt deux ans, nous martelons des propositions et notamment 10 actions qui s'inscrivent dans les trois grands défis que notre société doit aujourd'hui relever :

- le défi de la cohésion territoriale,
- le défi de la qualité de vie,
- le défi de la cohésion sociale.

Parmi les mesures phares, nous ciblons les incitations économiques à l'usage du vélo en raison de la récession économique qui fragilisent encore davantage les personnes vulnérables.

C'est pourquoi l'annonce que le Plan national prioriserait ces mesures dans les médias, il y a quelques jours, nous a agréablement surpris. Surpris car c'est le socle de mesures le plus délicat du futur plan national. L'accueil des amendements vélo à l'automne dernier nous l'a encore démontré...

C'est un peu attaquer la montagne par la face nord. Mais nous en sommes très satisfaits !

Nous savons les entreprises de plus en plus favorables à ces solutions de mobilité alternatives. Et les salariés prêts à choisir le vélo et l'intermodalité comme notre enquête le montre.

Nous sommes en outre convaincus qu'il y a un enjeu fort de cohésion sociale dans les politiques locales et nationales incitatives à l'usage utilitaire du vélo notamment pour les trajets domicile-travail. Parce que c'est bon pour le budget des ménages, en redonnant du pouvoir d'achat pour d'autres postes de dépenses, notamment la santé, les loisirs, la culture...

Peut-être les annonces dans la presse ont-elles devancées les intentions ministérielles ? C'est en tout cas une évolution intéressante des médias qui n'accueillent plus le vélo avec indifférence ou ironie mais rebondissent aujourd'hui sur tout ce qui le concerne.

Nous regrettons donc l'absence, une fois encore, du représentant du Gouvernement, mais sommes heureux d'avoir accueilli hier a conseillère du ministre des Transports, Madame Radia Ouarti, avec qui nous avons le plaisir de travailler et d'avancer.

C'est donc encore davantage motivé, grâce à la mobilisation et à la rencontre de toutes les énergies des participants du 20^e congrès de notre association, que je participerai lundi 3 juin à la mise en place de ce comité net au lancement du Plan national des mobilités actives.

Lancement auquel l'action régulière de notre réseau et le travail accompli par les parlementaires vélo ne sont pas étrangers. Bien au contraire !

Je vous donne donc des rendez-vous, tous importants, pour l'essor du vélo et de la mobilité durable et équitable qui vont jaloner notre action dans les mois à venir :

- Lundi 3 juin avec le lancement du Plan national
- En mars 2014 pour le lancement d'un mandat municipal qui va être déterminant pour le vélo mais aussi pour la marche et les modes actifs
- En juin 2015 pour le congrès international Vélo-City qui se tiendra à Nantes, capitale européenne de l'environnement : nous serons aux côtés de Nantes Métropole pour l'organisation de ce grand rendez-vous et la mobilisation des tous les territoires du Club,
- Enfin en mars 2020, cap de nos politiques locales, pour dresser un état des lieux et constater des changements que nous espérons spectaculaires.

Nous avons 6 ans pour réussir la transition vers une autre mobilité, faisant appel à davantage d'autonomie, d'avantage d'équité, d'avantage d'efficacité, d'avantage d'activité physique... !
Et pas seulement à moins de CO₂, moins de particules fines ou moins de dépenses extravagantes...
Pour réussir la révolution énergétique et relever le défi du bien-vivre ensemble. Tous ensemble !